|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Actions*** | | [***UN GP’s B&HR***](http://www.ohchr.org/Documents/Publications/GuidingPrinciplesBusinessHR_FR.pdf) | | [***SDGs***](https://www.sdgs.be/language_selection) | ***Autorité responsable/ compétente*** | ***Etat des lieux du PAN « Entreprises et Droits de l’Homme »***  ***(brève description)*** | |
|  |  | pilier | PO |  |  | **2017** | **2018** |
| 1 | Elaborer une boîte à outils destinée aux entreprises et organisations concernant les Droits de l’Homme | I | PO 3 | 5-8-12-16 | IFDD  GT RSO de la CIDD Région Wallonne  Région Flamande | L**’IFDD** a lancé un marché (PNSPP) fin 2017. Aucune offre n’a été réceptionnée. Plusieurs organisations ont néanmoins marqué leur grand intérêt mais n’ont pas eu le temps de rédiger une offre de qualité dans le délai imparti. 4 universités belges et 2 bureaux d’experts en RS ont été consultés.  En concertation avec les membres du GT RSE de la CIDD, l’IFDD relancera le marché début 2018. Sur proposition du GT, la liste des prestataires sera complétée et le cahier des charges peaufiné en tenant compte des remarques formulées.  La livraison de la boîte à outils reste quant à elle inchangée soit au plus tard octobre 2018. | **IFDD & GT RSE de la CIDD**  L’IFDD a relancé un marché portant sur développement d’une boîte à outils « Droits de l’Homme ». Cette boîte à outils vise à fournir un ensemble d’instruments accessibles pour guider les organisations (et leurs parties prenantes) dans leurs obligations en matière de Droits de l’Homme, dans le cadre de leurs activités. Cet projet a été confié à [l’University of Antwerp](https://www.uantwerpen.be/en/research-groups/law-and-development/)  en consortium avec [IPIS Research](http://ipisresearch.be/).Après plus de 6 mois de recherche, de consultation des parties prenantes et de développement technique, la boîte à outils, disponible en 3 langues, a été mise en ligne le 1 novembre 2018.  **Son lancement officiel a eu lieu le 10 décembre 2018, jour de commémoration des 70 ans de la Déclaration Universelle des Droits de l’Homme.**  **FR :** [**https://entreprises-droitshomme.be/**](https://entreprises-droitshomme.be/)  **NL :** <https://bedrijven-mensenrechten.be/>  EN : <https://business-humanrights.be/> |
| 2 | Elaborer une brochure sur les mécanismes de réparation liés à l’autorité publique | III | PO 26 & 27 | 16 | IFDD | Les actions 2 et 3 ont été mises en œuvre conjointement via deux marchés :  L’IFDD a lancé :   * un premier marché public portant sur la réalisation (I.) d’une étude exhaustive sur les mécanismes recours étatiques existants, (II.) d’une brochure pratique disponible en 4 langues destinée aux (représentants des) victimes et acteurs concernés et un rapport de recommandations pour lever les obstacles qui peuvent être une entrave au recours effectif a été réalisé. Cette triple mission a été confiée à l’équipe du Professeur Wouter Vandenhole, expert académique « Droits de l’Homme » à l’Université d’Anvers. Livraison finale juillet 2017 * un deuxième marché public (réservé au secteur de l’économie sociale) portant sur la mise en page, le graphisme et l’impression de la brochure (II.) dans les 4 langues. Cette mission a été confiée à IMPRIBEAU. Livraison des [brochure en 4 langues](https://www.sdgs.be/fr/news/ifdd-publie-une-brochure-portant-sur-les-mecanismes-de-recours-existants-en-cas-de-violation) en version papier et online en novembre 2017 | **IFDD & GT RSE de la CIDD**  **\***La thématique « Accès aux voies de recours » ayant été très dynamique au niveau national et international, une actualisation du contenu de la brochure a été nécessaire. Cette actualisation a porté principalement sur l’ajout de nouveaux mécanismes adoptés dans le courant 2018. A cette occasion, un re-lifting de la forme a également été opéré, répondant ainsi aux remarques formulées par les utilisateurs (juin 2018).  Nouvelles versions (en 4 langues) disponibles sur : <https://www.developpementdurable.be/sites/default/files/content/fr_brochure_droits_de_lhomme_062018.pdf>  \*Après évaluation des suites à réserver au rapport de recommandations, portant sur la levée des obstacles qui peuvent être une entrave au recours effectif, réalisé par les experts académiques belges, ce dernier été diffusé auprès des parties prenantes demandeuses et publié sur le site de l’IFDD. L’objectif étant de lui assurer visibilité et de servir de source d’inspiration à la préparation des politiques futures.  \*Sur la base des Principes directeurs des Nations Unies de 2011, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté la [Recommandation CM/Rec(2016)3 sur les Droits de l’Homme et les entreprises,](https://edoc.coe.int/fr/liberts-fondamentales/7301-droits-de-lhomme-et-entreprises-recommandation-cmrec20163-du-comite-des-ministres-aux-etats-membres.html) un nouvel instrument qui offre des recommandations plus ciblées pour aider les Etats membres à prévenir et corriger les atteintes aux Droits de l’Homme commises par les entreprises, et met l’accent sur les mesures visant à inciter les entreprises à respecter les Droits de l’Homme. |
| 3 | Formulation de recommandations en vue d’améliorer l’accès à un mécanisme de réparation judiciaire | III | PO 26 & 27 | 16 | IFDD |
| 4 | Promouvoir les initiatives qualitatives existantes relatives aux Droits de l’Homme et à la responsabilité sociétale | I | PO 3 | 5-8-12-16 | IFDD  GT RSO de la CIDD Région Wallonne  Région Flamande | Le [Point de contact national de l’OCDE](https://economie.fgov.be/fr) du SPF Economie, en collaboration avec le SPF Justice, la Fédération des Entreprises Belges et la Belgium International Chamber of Commerce, a organisé divers évènements d’information et de sensibilisation à la lutte contre la corruption dans et par les entreprises nationales et internationales.  Des guides pratiques ont également été publiés :   * [Guide anticorruption pour les entreprises belges à l'étranger](https://economie.fgov.be/fr/publications/guide-anticorruption-pour-les): Pour mieux se conformer aux règles de lutte contre la corruption d’agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales. * [Guide anticorruption pour les PME](https://economie.fgov.be/fr/publications/une-pme-de-confiance-rejette): Une PME de confiance rejette la corruption : pourquoi, comment ?   Le PCN en fait la promotion via l’organisation des événements suivants :  - Table ronde sur la diligence raisonnable dans le secteur agricole (05/2016)  - Table ronde sur la diligence raisonnable dans le secteur minier et extractif (10/2016)  - Conférence de lutte contre la corruption (12/2016)  - Table ronde sur la diligence raisonnable dans le secteur financier (10/2017)  - Conférence de lutte contre la corruption ciblage PME (12/2017)  - Table ronde sur la diligence raisonnable dans le secteur textile (1er semr - 2019)  - Table ronde sur la diligence raisonnable multisectorielle (2ème sem – 2019)  **Région Bruxelles-Capitale :**  [hub. Brussels](http://hub.brussels/) publiera systématique les différents guides/initiatives sur son site internet et rappel dans des newsletters et possibilité de les diffuser lorsque des entreprises prendront part à certain(e)s missions/foires/salons à l’étranger.  [hub.brussels](http://hub.brussels/) est l’Agence Bruxelloise pour l’Accompagnement de l’Entreprise. Lancée le 1er janvier 2018, elle est issue de la fusion entre Atrium.brussels, Bruxelles Invest & Export et Impulse.brussels | **IFDD & GT RSE de la CIDD**  A travers le développement de la Toolbox (voir action 1), l’IFDD sensibilise et promeut les initiatives qualitatives existantes, qu’elles soient nationales et internationales. Cette Toolbox en ligne, développée dans un souci d’accessibilité à tous, est disponible en 3 langues et lisible par les personnes porteuses de handicap (label AnySurfeur). La Toolbox étant un répertoire organisé des instruments pertinents et inspirants pour les entreprises/organisations afin de les aider à ancrer le respect des Droits de l’Homme dans leurs activités en générale.  **Région Flamande :**  En 2016, 2017 et 2018, la ministre Homans a lancé un "appel de projets en matière de RSE" afin d'encourager les organisations intermédiaires / du secteur à incorporer la RSE dans leur organisation de manière structurelle. 34 projets ont été soutenus dans ce sens et traitent divers défis: application des objectifs de développement durable, coopération en matière de développement durable, chaînes internationales durables, développement durable adapté à différents secteurs, ...  Deux promoteurs se concentrent explicitement sur le commerce international et les Droits de l'Homme. FEBENAT (projet Fair Natural Stone) et Flanders Investment & Trade (brochure révisée "Compass for Sustainable International Business").  - Febenat: Fair Natural Stone est une initiative de la Fédération des entreprises de pierre naturelle de Belgique. Elle vise à faire respecter un code de conduite (élaboré sur la base des directives de l’OIT, de l’ONU et de l’OCDE) dans les entreprises et les carrières indiennes participantes. Ce projet est en cours depuis près de 2 ans.  - FIT: "Rendre le commerce international durable". Cette publication contient les principes de base de la RSE, l’approche et les informations existantes pour guider les entreprises flamandes actives sur le plan international dans la multitude de codes, directives et sources d’informations sur le commerce international durable et socialement responsable. Dans le même temps, les objectifs de développement durable (ODD) ont été traduits en directives pratiques pour l’entrepreneur international flamand et, sur la base d’exemples pratiques, il lui est montré pas à pas comment ces ODD peuvent être intégrés dès le départ dans une stratégie commerciale internationale. <https://www.flandersinvestmentandtrade.com/sites/corporate/files/publications/DVO.pdf> |
| 5 | Assurer la diffusion de la boîte à outils et de la brochure sur les mécanismes de réparation parmi les représentants belges à l’étranger et sensibiliser ceux-ci à la question. | III | PO 26 & 27 | 5-8-12-16 | SPF Affaires étrangères  Région Wallonne  Région Flamande Région Bruxelles-Capitale | Diffusion et communication :   * Passive : publication online <https://www.developpementdurable.be/fr>, media sociaux et [news](https://www.sdgs.be/fr/news/ifdd-publie-une-brochure-portant-sur-les-mecanismes-de-recours-existants-en-cas-de-violation) * Active :   + Diffusion de l’information et de brochures papier auprès des administrations fédérales via les membres du GT RSE de la CIDD.   + Présentation du projet programmée en session [au UN Forum On Business & Human Rights](http://www.ohchr.org/EN/Issues/Business/Forum/Pages/2017ForumBHR.aspx) à Genève dont le thème phare était « Acces to Remedy » et distribution de brochures papier ;   + Présentation auprès de l’Ambassade belge en Suisse.   **SPF Justice** :  Diffusion auprès du Conseil de l’Europe et du Groupe d’Etats contre la Corruption (GRECO).  **SPF Economie** :  Le PCN diffusera largement la boite à outils et la brochure parmi ses homologues (48 pays) ainsi que dans ses relais auprès de l’OCDE comme bonne pratique à suivre. | **IFDD :**  \* Organisation d’une session consacrée à Business & Human Rights dans le cadre du [SDG Forum](https://www.sdgs.be/fr/sdg-forum/programme). La session portait sur « **Comment intégrer et respecter les Droits de l’Homme au sein des entreprises/organisation ?** » et avait pour objectif de donner une vision concrète et opérationnelle des Droits de l’Homme et de leur prise en compte dans les entreprises et organisations. À cette occasion, la [Toolbox](https://business-humanrights.be/) et la Brochure « Access to Remedy » ont été présentés en profondeur et largement diffusés. Le programme complet est disponible [ici](file:///\\srvfas4.yourict.net\16_ifdd\23_RS\23_8_Event%20B&HR_CSR_2018\Orateurs\Session2_BusinessHuman%20Rights_SDGs%20Forum.docx).  Cette session animée par des experts belge et danois a réuni un public d’environ 70 personnes, composé principalement de représentants d’entreprises, ONGs et académiciens. \* Llors du SDG Forum, qui réunissait plus de 600 personnes tous secteurs confondus, l’IFDD a tenu un stand dans lequel ses travaux et produits ont été valorisés. la Toolbox et la brochure « Access to Remedy » y ont été activement diffusées.  **Région Bruxelles-Capitale :**  Hub. Brussels relaiera passivement (via les réseaux en ligne) la boite à outils et la brochure. Ces publications seront aussi envoyées par mail aux entreprises ainsi qu’à la direction à l’internationalisation (Area Managers et Attachés commerciaux et économiques à l’étranger). Par ailleurs, la brochure papier a été transmise lors des « contact days » (meeting entre les AEC et les entrepreneurs) et lors de certains évènements ainsi que missions.  **SPF** **Affaires Etrangères :**  En novembre 2018, la boîte à outils et la brochure « Access to Remedy » ainsi qu'une brochure d'information générale en anglais expliquant le plan d'action national, ont été envoyées aux ambassades et consulats de Belgique à l'étranger. |
| 6 | Charte belge ODD sur le rôle du secteur privé, de la société civile et du secteur public dans la coopération internationale |  |  | 8-16 | SPF Affaires Etrangères |  | **SPF Affaires Etrangères**  \*Suite à la phase de lancement de la Charte (2016-2017), mise en œuvre d’une phase d’approfondissement (2018-2021) des opportunités de partenariats inter-secteurs, en ciblant des filières porteuses (cacao, textile, eau,…) ;  \*Création d’une facilité financière (‘[Business Partnership Facility](https://www.kbs-frb.be/en/Newsroom/Press-releases/2018/20181212AJ)’) pour permettre aux partenariats multi-acteurs identifiés de mettre en œuvre des projets concrets sur le terrain.  \* Le partenariat « [Beyond Chocolate](https://diplomatie.belgium.be/fr/newsroom/nouvelles/2018/beyond_chocolate) » est le premier grand aboutissement de la Charte belge ODD de Développement international, signée par plus de 100 entreprises, organisations de la société civile et représentants du secteur public. Les signataires de la charte marquent leur volonté d’intégrer pleinement les objectifs de développement durable dans leur activité économique principale et de prendre une part active à des partenariats multi-acteurs.  Le partenariat « [Beyond Chocolate](https://diplomatie.belgium.be/fr/newsroom/nouvelles/2018/beyond_chocolate) » prend pour engagements :   1. En 2025 au plus tard, l’intégralité du chocolat produit et commercialisé en Belgique répondra à l’une des normes de certification pertinentes et/ou sera fabriquée à partir de produits du cacao issus des programmes de durabilité propres à l’entreprise. 2. Les partenaires s’engagent conjointement pour qu’au plus tard en 2030, les producteurs de cacao perçoivent au minimum un revenu leur permettant de vivre et que le déboisement découlant de la production de cacao pour le secteur belge du chocolat s’arrête. Pour le 5 décembre 2019, les participants au partenariat conviendront entre eux des indicateurs mesurables pour cet objectif commun concernant le revenu viable et le déboisement et des critères concernant le choix géographique.   Le partenariat « [Beyond Chocolate](https://diplomatie.belgium.be/fr/newsroom/nouvelles/2018/beyond_chocolate) » est aussi ouvert à de nouveaux partenaires qui souhaitent le rejoindre et y apporter une contribution utile.  *Lien avec action 24* |
| 7 | Sensibiliser les entreprises concernant les questions des Droits de l’Homme dans le cadre de missions économiques à l’étranger | I | PO 3 | 5-8-12-16 | SPF Affaires étrangères  Région Wallonne  Région Flamande Région Bruxelles-Capitale | **SPF Economie – PCN :**  Projet de courrier du PCN aux principaux CEO de Belgique pour les sensibiliser aux Principes directeurs de l'OCDE (à faire valider par les membres du PCN). Renforcement des liens avec Credendo et Finexpo via le suivi des communiqués du PCN.  **Région Bruxelles-Capitale :**  [Hub. Brussels](http://hub.brussels/) diffusera l’information auprès de ses Attachés économiques et commerciaux (AEC) et Area Managers et tentera d’intégrer de manière structurelle un volet relatif aux Droits de l’Homme lors des missions à l’étranger.  **SPF Affaires Etrangères** Dans le cadre des missions économiques belges présidées par SAR la Princesse Astrid, une activité sur le thème “Business & Human Rights” est désormais systématiquement organisée. Lors de la mission économique en Afrique de l’Ouest : focus Cacao & Travail des enfants.  Lors de la mission en Côte d’Ivoire en octobre 2017 : forum intitulé « Droits de l’Homme et secteur privé : prévention et abolition du travail des enfants dans la chaine d’approvisionnement du cacao », organisé en présence de la Première Dame de Côte d’Ivoire, Mme Ouattara. | **SPF Affaires Etrangères**  2 missions économiques belges présidées par SAR la Princesse Astrid ont eu lieu. En Uruguay : focus sur le dialogue social. Au Maroc : focus sur l’entreprenariat au féminin.  Lors de la mission en Argentine et en Uruguay (juin 2018), le thème du séminaire organisé au Ministère argentin des Affaires étrangères était : « social dialogue in a changing labour market ». La mission économique au Maroc (novembre 2018) fut l’occasion de mettre l’accent sur l’entrepreneuriat féminin au cours d’un séminaire intitulé « Femmes entrepreneures, actrices de développement humain et économique ».   En février 2019 : lutte contre la corruption au Mexique.  Il est prévu d’organiser un séminaire sur le « responsible business conduct» lors de la prochaine mission au Mexique (février 2019).  **SPF Economie - PCN** Projet de rapprochement des mandats Point Focal OIT et PCN OCDE, à faire valider par les membres du PCN en 2019. |
| 8 | Encourager les accords-cadres internationaux | I & II |  | 8-16 | SPF Emploi, Travail et Concertation sociale | **SPF Economie**  Le PCN valorise ici le rapport réalisé en 2014 suite à l’effondrement du Rana Plaza, des consultations avec les fédérations avaient eu lieu et des recommandations avaient été présentées. | **SPF Emploi :**  Organisation d’un séminaire portant sur les accords-cadres internationaux avec les acteurs clés concernés. Evénement en cours de préparation et sera intégré dans l’Event « Entreprises et Droits de l’Homme » prévu au printemps 2018.  **Ce projet n’a pas pu être concrétisé et est reporté à 2019** |
| 9 | Renforcer la collaboration entre les services publics et diverses organisations actives dans le domaine des Droits de l’Homme et de l’entrepreneuriat international | I | PO 3 & 7 | 8-16 | SPF Affaires étrangères  Région Wallonne  Région Flamande Région Bruxelles-Capitale | **SPF Economie :**   * Rencontre réalisée entre les membres du PCN et Credendo pour une meilleure prise en compte des communiqués du PCN dans leurs évaluations. Renforcement des liens.   **Région Bruxelles-Capitale :**  [Hub. Brussels](http://hub.brussels/) analysera les manières de matérialiser cette action. | **SPF Affaires Etrangères :**  Le 6 juillet 2018, le SPF Affaires étrangères a organisé une table ronde avec la société civile pour faire le point sur les différents défis sectoriels et géographiques qui se posent dans le domaine des entreprises et des Droits de l'Homme et sur les moyens de les résoudre. Cette session de consultation a été suivie d'une réunion avec des représentants de l'administration, au cours de laquelle diverses suggestions du milieu de terrain ont été discutées pour un suivi ultérieur.  **SPF Economie :**  Projet de sensibilisation des CEO du BEL 20 à rencontrer le PCN belge et prendre connaissance de à ses activités. |
| 10 | La Belgique s’engage à intégrer des critères « Droits de l’Homme » et de Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) dans la stratégie d’appui au développement du secteur privé local de la coopération belge | I | PO 4 & 6 | 5-8-16 | SPF Affaires Etrangères & Coopération au Développement |  | **SPF Affaires Etrangères** :  Les critères relatifs aux droits humains et à la responsabilité sociale des entreprises sont systématiquement pris en considération lors du financement des projets/programmes d’appui au secteur privé local (critères de sélection des projets financés par la ‘Business Partnership Facility’, BIO, autres acteurs spécifiques PSD,…). |
| 11 | Assurer une meilleure coordination entre les autorités fédérales et régionales afin d’intégrer des critères relatifs aux Droits de l’Homme et à l’entrepreneuriat socialement responsable dans les aides publiques | I | PO 4 | 5-8-16 | SPF Economie  Finexpo  Ducroire |  | **SPF Affaires Etrangères**  Les actions à mener sont encore en cours de réflexion. |
| 12 | Poursuivre l'engagement de la Belgique et son rôle de pionnier en matière de Droits de l’Homme au niveau international | I | PO 10 | 5-8-16 | SPF Affaires Etrangères et autres SPF actifs dans les organisations internationales |  | **SPF Affaires Etrangères:**  Au cours de son mandat au Conseil des droits de l'homme (2016-2018), ainsi que lors des réunions du 3e Comité de l'Assemblée générale des Nations Unies, la Belgique s'est activement occupée de plusieurs questions relatives aux Droits de l'Homme et à la situation de pays et a organisé plusieurs événements parallèles. Notre pays a également participé activement aux éditions précédentes du Forum des Nations Unies sur les entreprises et les Droits de l'Homme, qui est spécifiquement consacré à la mise en œuvre des Principes directeurs des Nations Unies sur ces questions. En outre, la Belgique suit de près les travaux du groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur les sociétés transnationales et autres entreprises et les discussions autour de la négociation d'un "instrument juridiquement contraignant" et joue un rôle actif dans la définition de la position européenne dans ce contexte. |
| 13 | Renforcer et contrôler le respect des Droits de l’Homme dans les marchés publics | I | PO 5 & 6 | 8-12-16 | GT Marchés Publics Durables de la CIDD  Institut Fédéral pour le Développement Durable  Région Wallonne  Région Flamande  Région Bruxelles-Capitale | **2017**   * Divers projets pilotes, menés par l’IFDD et la Région Flamande, sont en cours. Ils ont pour objectif d’explorer différentes méthodologies/approches pour le contrôle du respect des conventions de base de OIT et des Droits de l’Hommes dans les chaînes d’approvisionnement via les marchés publics;   Ces projets pilotes étant complémentaires, ils se réalisent en coopération avec les acteurs impliqués et en concertation avec le GT Marchés Publics Durables de la CIDD. Plus d’information : <http://guidedesachatsdurables.be/fr/etudes-projets/responsabilite-societale-2017>  **S**ur base de l’analyse des méthodologies testées, le GT MPD identifiera la meilleure manière de poursuivre.   * La transposition de la directive EU sur les marchés publics a été finalisée et la nouvelle loi et ses AR publiés. L’application de la nouvelle réglementation  est entrée en vigueur en juillet 2017. Ce nouveau cadre encourage formellement la prise en compte de considération autre que le prix (social, éthique, innovation, environnement et PME) et renforce/légitimise les politiques MPD déjà existantes. Une attention toute particulière a été accordée à la lutte contre le dumping social et à la participation des PME belges aux marchés publics  (Chancellerie a développé des instruments spécifiques). Plus d’information : <http://guidedesachatsdurables.be/fr> | **IFDD :**  Développement d’un projet pilote qui consiste en la réalisation d’un marché public à haute plus-value sociétale portant sur l’achat de matériel ICT destiné à alimenter l’ensemble des institutions fédérales (100 000 pièces). En collaboration avec le Ministère de la Défense, l’IFDD a travaillé sur la définition de critères éthiques ambitieux et des processus innovants pour le suivi des fournisseurs dans un objectif de renforcer le respect des Droits de l’Homme dans les chaînes d’approvisionnement des entreprises fournisseurs des institutions fédérales. Ce marché public pilote n’a finalement pas pu être concrétisé par manque de soutien politique.  **Région Bruxelles-Capitale :**  Hub. Brussels analysera les manières de matérialiser cette action.  **Région Flamande:**  Le projet pilote sur le respect des aspects sociaux dans un contrat gouvernemental relatif à l'achat de vêtements et de produits textiles s'est poursuivi en 2018. Entre-temps, 10 conseils d'administration différents (intercommunales, centres publics de protection sociale, villes, services du gouvernement flamand, etc.) se sont engagés à utiliser les technologies issues du projet pilote. En collaboration avec d'autres parties prenantes (entreprises, fédérations sectorielles, syndicats, ONG et gouvernements), le gouvernement flamand travaille également sur une initiative i-CSR dans le secteur des pierres naturelles. Le but de cette initiative est d'améliorer les conditions des travailleurs, de leur environnement et de l'environnement sur les sites de production de pierre naturelle. Les gouvernements associés à cette initiative demanderont à leurs sous-traitants de faire preuve de diligence dans les marchés publics de ces marchandises à risque. Il s'agit d'un processus continu qui aide les organisations à identifier les risques de violation des droits du travail et des droits humains au sein de leur propre organisation et de la chaîne de production associée, puis à les prévenir, les réduire, les réparer et / ou les indemniser. |
| 14 | Évaluer le label belge visant à promouvoir la production socialement responsable | I & II | PO 5, 6 & 13 | 8-12-16 | SPF Economie IFDD Groupe de travail RSO de la CIDD | **SPF Economie :**  Le secrétariat du PCN participera au Groupe de travail qui sera mis en place en 2019 pour faire l'évaluation du label belge. | **GT RSE de la CIDD :**  Constitution d’un groupe de travail « Label social » en collaboration avec le Cellule Interdépartementale de lutte contre le trafic et la traite des êtres humains (SPF Justice).  Etant donné que cette action rejoint une action du « Plan d’action belge : Lutte contre la traite des êtres humains 2015-2019 », divers contact ont été pris avec  le Bureau de la Cellule en 2017 pour envisager les synergies possibles et unir efforts et compétences pour démarrer le développement de cette action en 2018.  Le groupe de travail « Label social » sera présidé Dieter Vander Beke, Directeur a.i. de l’IFDD, membre de l’équipe de développement du label à son origine.  **Ce projet n’a pas pu être concrétisé et est reporté à 2019** |
| 15 | Intégrer le principe de « diligence raisonnable » au sein des organismes de gestion de l’entreprise, également en matière de Droits de l’Homme | II & III | PO 17 | 8-16 | SPF Economie Région Wallonne Région Flamande Région Bruxelles-Capitale |  | **SPF Economie :**  La FEB est membre du PCN, elle révise actuellement son code, le [Code belge de gouvernance d'entreprise](https://www.corporategovernancecommittee.be/fr/propos-du-code-2009/code-belge-de-gouvernance-dentreprise-2009). Des contacts seront mis en place pour y intégrer les principes de diligences raisonnables. Le GT RSO a participé à la consultation des PP relative à la révision du Code, l’avis est disponible [ici](file:///\\srvfas4.yourict.net\16_ifdd\23_RS\23_3_GT_RSO\2018\Revision_Code%20of%20Conduct_FEB\Input%20Experts%20CSR%20WG_ICSD_Revision%20of%20the%20Code%20Belgium_28022018.pdf)  Le [Code Buysse](http://www.codebuysse.com/fr/about.aspx) a été révisé début 2017, dans le cadre d'une prochaine révision (2019 ?) une rencontre sera organisée pour les sensibiliser à la diligence raisonnable. |
| 16 | Promouvoir les rapports sociétaux, Droits de l’Homme inclus | I & II | PO 3, 18 & 21 | 8-12-16 | SPF Economie (transposition 2014/95/EU)  IFDD (Prix du meilleur rapport DD) | **SPF Economie :**  Transposition stricto sensu de la Directive 2014/95/UE. Publication\_ 3 SEPTEMBRE 2017. — Loi relative à la publication d’informations non financières et d’informations relatives à la diversité par certaines grandes sociétés et certains groupes.  Réflexion en cours sur les besoins et la manière d’accompagner les entreprises dans la démarche et l’exercice d’un rapportage qualitatif.  Des guidelines pour aider les entreprises dans leur rapportage ont été diffusées par le Commission Européenne, le PCN les a partagées avec ses membres.  Un arrêté royal est attendue dans le courant 2019 suggérant des mécanismes de reporting.  **IFDD :** Depuis de nombreuse années, l’IFDD sensibilise à la plus-value du rapportage de développement durable et encourage ses parties prenantes à développer des rapports de durabilité selon les [Lignes directrices GRI](https://www.globalreporting.org/Pages/default.aspx). Pus d’information sur : <https://www.developpementdurable.be/fr/themes/instruments-de-gestion/gri>  Divers projets de soutien au rapportage DD (GRI) au sein des pouvoirs publics fédéraux sont en cours de réflexion. | **IFDD :**  \* Projet-pilote : Accompagner la réalisation de l’analyse de matérialité au sein des SPF dans le contexte des ODD. L’analyse de matérialité étant l’exercice fondateur et préalable au rapportage sociétal.  \* L’IFDD soutient et est partenaire des **Awards for Best Belgian Sustainability Reports,** qui récompense les entreprises et organisations pour la qualité de leur  rapport de développement durable. Ce prix, organisé par l’Institut des Réviseurs d’Entreprises, est décerné tous les deux ans par un jury indépendant.  En tant qu’expert, l’IFDD est membre de ce jury.  La 19ème édition a eu lieu le 27 Novembre 2018 avec un focus sur les [ODD](https://www.sdgs.be/fr/sdgs).  Le jury s’est concentré sur la manière dont les organisations peuvent aligner leurs stratégies et sur la façon dont elles peuvent mesurer et gérer leur contribution  aux objectifs de développement durable adoptés par les Nations Unies en septembre 2015 qui remplacent les objectifs du millénaire (2000-2015). Plus d’info [ici](http://www.sustainabilityreports.be/)  Edition 2018 : <https://www.sustainabilityreports.be/>  **SPF Economie** :  1ère administration fédérale à être nominée pour la qualité de son rapport de développement durable. Plus d’information : <https://economie.fgov.be/fr/publicaties/rapport-de-durabilite-2017>  <https://www.sustainabilityreports.be/sites/default/files/reports/120-18-rapport_durabilite-gri-a4-f_def.pdf> |
| 17 | Plaider au niveau de la Belgique pour le renforcement de l'intégration du développement durable (y compris des Droits de l’Homme) dans les accords de libre-échange | I | PO 9 & 10 | 8-16 | SPF Affaires Etrangères SPF Economie Région Flamande Région de Bruxelles-Capitale | **SPF Economie :**  Suivi au niveau européen des travaux sur les accords de libre-échange (volet TSD – Trade and Sustainable Developement) et mise en avant des principes directeurs OCDE et du rôle potentiel des PCN comme procédure possible de règlement de différends.  **Région Bruxelles-Capitale :**  [Hub. Brussels](http://hub.brussels/) analysera les manières de matérialiser cette action. | **SPF Affaires Etrangères :**  La Belgique joue un rôle de pionnier au sein du Conseil de l'UE en préconisant le renforcement des chapitres du développement durable dans les accords de libre-échange. Outre le plaidoyer systématique en faveur de la plus grande facilité possible en matière de développement durable dans les accords de libre-échange, la Belgique insiste également sur le suivi effectif de la mise en œuvre de ces chapitres. À la suite de la lettre que la Belgique (avec FI, LU, NL et SE) a adressée à la commissaire Malmström en mai 2017, demandant une meilleure mise en œuvre des dispositions relatives aux DD dans les accords commerciaux, une réflexion interne a suivi, à laquelle la Belgique a activement participé. Cela a abouti à un deuxième document officieux en février 2018 dans lequel la Commission européenne propose 15 points d'action pour renforcer la mise en œuvre des chapitres sur le commerce et le développement durable, pour renforcer le rôle de société civile, une plus grande transparence et une attitude plus affirmée à l’égard des pays partenaires, dans lesquelles des priorités plus précises sont définies. La Belgique s'est félicitée de ces points d'action et s'est maintenant engagée à assurer un suivi efficace au Conseil. |
| 18 | Suivre l'évolution de la RSE et des Droits de l’Homme auprès des entreprises belges à l’aide du baromètre RSE | I & II | PO 3, 18 & 21 | 16 | IFDD | L’IFDD soutient le projet de réalisation du baromètre RSE des entreprises belges.  Le Baromètre RSE permet de mieux comprendre le paysage des pratiques responsables en Belgique pour les petites, moyennes et grandes entreprises.  Il donne également des indications sur l'évolution de la RSE en Belgique grâce à une comparaison avec les résultats des éditions 2011 et 2015.  L’édition 2018 prendra la forme d’un baromètre des SDGs et une attention particulière sera réservée à la thématique « Droits de l’Homme ». | **IFDD :**  Baromètre RSE → baromètre ODD  En partenariat avec l'Université d'Anvers, Antwerp Management School et Louvain School of Management, nous avons pris l'initiative de développer le baromètre SDG afin d'étudier l'adoption des ODD en Belgique. Le projet est soutenu par l'Institut Fédéral pour le Développement Durable. L'objectif général de ce baromètre SDG est d'obtenir des informations sur le paysage des ODD en Belgique pour différents types d'organisations, y compris des entreprises, des gouvernements et des organisations non gouvernementales. Ce projet de recherche étant la première enquête nationale sur l'adoption et la mise en œuvre des ODD, ces résultats peuvent servir de base à de futures enquêtes, tant en Belgique qu'à l'étranger. Il a été officiellement présenté et débattu lors du SDG-Forum qui a réuni 600 personnes le 23 octobre 2018.  Le SDG Barometer est consultable : <https://uclouvain.be/en/research-institutes/lourim/news/sdg-barometer-belgium-2018.html> |
| 19 | Promouvoir les bonnes pratiques des PME qui adoptent une gestion de la chaine d’approvisionnement responsable, notamment grâce à l’outil «CSR Compass» | I & II | PO 3 & 16 | 8-16 | Région Wallonne | Information non communiquée |  |
| 20 | Promouvoir les entreprises publiques socialement responsables | I | PO 4 & 8 | 5-8-12-16 | IFDD Groupe de travail RSO de la CIDD |  | **IFDD :**  Contact informel pris en 2018.  Mise en œuvre prévue pour 2019 |
| 21 | S’engager à mieux informer le grand public et les organisations concernées quant à ses activités en matière de Droits de l’Homme, afin de les sensibiliser à ce sujet | I |  | 16 | SPF Affaires étrangères & SPFs actifs dans les organisations internationales | **SPF Affaires Etrangères :**  Préparation d’une brochure de sensibilisation aux DH et de présentation du contenu du Plan d’Action national « E & DH ».  SPF AE entretient des contacts réguliers avec le grand public.  Aussi, Indirectement, via les rencontres auprès de la société civile avec laquelle le contact est actif et continu. | **SPF Affaires Etrangères :**  Une brochure d'information générale destinée au grand public a été préparée. Elle décrit clairement les principaux axes d'action du plan d'action national belge "Entreprise et droits de l'homme". La brochure a été partagée avec le réseau des postes diplomatiques belges à l'étranger et sera également placée sur le site web du SPF Affaires étrangères. |
| 22 | Encourager la gestion responsable des chaînes d’approvisionnement avec une approche sectorielle | I | PO 3 | 8-16 | SPF Economie et PCN OCDE | Le PCN organise des événements de sensibilisation (voir la liste Action 4) qui suivent les développements sectoriels de la diligence raisonnable en lien avec les travaux de l’OCDE.  Divers événements/workshops ont été organisés pour promouvoir le business responsable dans les secteurs à risques via les outils développés par l’[OCDE](http://mneguidelines.oecd.org/guidelines/) :   * les chaînes d’approvisionnement responsables dans le secteur agricole: [Guide OCDE-FAO pour des filières agricoles responsables](http://mneguidelines.oecd.org/Guide-OCDE-FAO.pdf) * le secteur financier responsable : [Responsible business conduct in the financial sector](http://mneguidelines.oecd.org/rbc-financial-sector.htm) * le secteur textile: [Responsible Supply Chains in the Garment and Footwear Sector](http://mneguidelines.oecd.org/responsible-supply-chains-textile-garment-sector.htm) * Pour des chaînes d’approvisionnement responsables en minerais : [Guide sur le devoir de diligence pour des chaînes d’approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque](https://mneguidelines.oecd.org/mining.htm) | **IFDD :** IFDD soutient le développement d’un projet pilote portant sur « Transparence et traçabilité dans le secteur du textile et de l’habillement ».  Le projet pilote porte sur le développement d’un label « BeAwear » basé sur des critères environnementaux et sociaux dans la chaîne de valeur. Plusieurs acteurs sont impliqués dans les travaux : 6 Entreprises issus du secteur, la fédération belge de la mode [CREAMODA](https://www.creamoda.be/nl/) en collaboration avec la fédération belge de l’Industrie textile [Fedustria](https://www.fedustria.be/fr/), [FBT](http://www.fbt-online.be/fbt/fbtfrnw.nsf/OpenHome/0?OpenDocument&href=) et [Euratex](http://euratex.eu/index.php).  Le projet pilote a été lancé en 2018 et devrait poursuivre sa mise en œuvre en 2019. |
| 23 | Renforcer le Point de Contact national (PCN) de l’OCDE | III | PO 27 & 31 | 8-16 | SPF Economie | Cette action fait suite au rapport de la revue par les pairs (Peer Review) du PCN par l’OCDE en 2016. Elle doit encore être mise en œuvre de manière concrète. Le secrétariat du PCN avait engagé un stagiaire (non rémunéré) durant l’automne 2017. | Un autre stagiaire sera recruté en 2019 mais Rien de prévu de durable et permanent à ce jour malgré le besoin criant. |
| 24 | Accorder une attention particulière à la question des Droits de l’Enfant dans la sensibilisation des entreprises |  |  | 5-8-16 | SPF Affaires Etrangères SPF Emploi Régions & Communautés | **SPF Emploi :**   * Au niveau fédéral, la préparation du dossier d’assentiment au Protocole de 2014 relatif à la Convention sur le travail forcé de l’OIT se finalise. Nous n’attendons plus que les avis des inspecteurs des finances accrédités auprès des différents SPFs compétents. Ce Protocole est toutefois mixte et nécessite également, pour sa ratification, l’assentiment des Communautés et Régions. * En novembre 2017, le Ministre de l’Emploi, Monsieur Kris Peeters, a participé à Buenos Aires à la Conférence mondiale sur l’élimination durable du travail des enfants. A cette occasion, le Ministre a prononcé un discours annonçant la ratification prochainement du Protocole sur le travail forcé par la Belgique ainsi que la mise en œuvre de certaines actions du Plan d’action national sur les entreprises et Droits de l’Homme ciblant les droits des enfants (notamment la Toolbox et le séminaire sur les accords-cadres internationaux).   **SPF Affaires Etrangères:**  Lors d’une mission économique belge en Côte d’Ivoire en octobre 2017, organisation d’un forum sur le travail des enfants dans le secteur du cacao. Voir action 7  **Région Bruxelles-Capitale :**  [Hub. Brussels](http://hub.brussels/) analysera les manières de matérialiser cette action. | **SPF Affaires Etrangères :**  En décembre 2018, en partenariat avec le secteur belge du chocolat et de la vente au détail, la société civile et les universités, le partenariat "Beyond Chocolate" pour un chocolat belge durable a été lancé. L’objectif central de “Beyond Chocolate” est d’améliorer durablement les conditions de vie des producteurs de cacao et de leurs familles dans les régions de production importantes pour le secteur belge. Le partenariat entend contribuer à ce que les producteurs de cacao (femmes et hommes) puissent subvenir à leurs besoins, scolariser leurs enfants et à ce que les ressources naturelles soient exploitées durablement.  En mettant l'accent sur la lutte contre le travail des enfants, la lutte contre la déforestation et la garantie d'un revenu viable pour les producteurs de cacao locaux.*Voir action 6*  **IFDD :**  Soutien matériel au développement du projet « Beyond Chocolate ». |
| 25 | Accorder une attention particulière à la ratification, au soutien et à la promotion d’une série de conventions de l’OIT ayant trait aux Droits de la Femme | I | PO 3 | 5-8-16 | SPF Emploi SPF Affaires Etrangères Régions & Communautés | **SPF Emploi :** La Belgique a ratifié la Convention n°156 sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, la Convention n°189 sur les travailleuses et travailleurs domestiques et la Convention n°175 sur le travail à temps partiel. Pour les Conventions n°189 et n°156, un premier rapport détaillé comprenant des précisions sur la manière dont la Belgique a rempli les obligations qu’elle a contractées au titre de ces deux Conventions a été transmis à l’OIT.  **Région Bruxelles-Capitale :**  [Hub. Brussels](http://hub.brussels/) analysera les manières de matérialiser cette action. | **SPF Affaires Etrangères**  \* Les 3 conventions de l’OIT dans ce domaine sont en vigueur en Belgique (C156 sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, depuis le 10 avril 2015 ; C189 sur les travailleuses et travailleurs domestiques, depuis le 10 juin 2015 ; C175 sur le travail à temps partiel, depuis le 8 juin 2016).  \* Un accent a été mis sur les Droits de la Femme dans la sensibilisation effectuée par le réseau de postes de la diplomatie belge via :   * La sensibilisation et participation active dans les campagnes suivantes :’ She Decides’ (mouvement réunissant des personnes influentes et des organisations la société civile, lancé par une conférence internationale le 2 mars 2017 à Bruxelles, en réaction à la Global Gag Rule remise en vigueur par le Président Trump) et ‘#SheIsEqual’, campagne de 6 mois lancée en marge des European Development Days le 5 juin 2018 à Bruxelles, par Global Citizen avec la Belgique et le Luxembourg, destinée à collecter 500 millions USD afin d’avoir un impact positif sur les vies des femmes et des filles dans une large variété de domaines : santé et droits sexuels et reproductifs, santé maternelle et infantile, eau et hygiène, nutrition et sécurité alimentaire, problématiques liées à la migration, empowerment économique, etc… * La mise en œuvre de la stratégie « *genre et développement* » de la coopération belge et de son plan d’action dont l’une des priorités est de promouvoir le leadership féminin ainsi que leur empowerment économique notamment via le travail décent et les opportunités entrepreneuriales.   \* La mise en œuvre de la [loi sur le gender mainstreaming](https://igvm-iefh.belgium.be/fr/activites/transgenre/legislation) de 2007. |
| 26 | Accorder une attention particulière à la ratification d’une série de conventions de l’OIT ayant trait à la santé et la sécurité au travail | I | PO 3 | 5-16 | SPF Emploi  Régions & Communautés | **SPF Emploi :**   * La Belgique a ratifié la Convention n°167 sur la sécurité et la santé dans la construction et la Convention n°170 sur la sécurité dans l’utilisation des substances chimiques sur les lieux de travail (ratifiée le 14 juin 2017). * Concernant la Convention n°187 relative au cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, la loi portant assentiment à cette Convention a été adoptée au niveau fédéral. Toutefois, la Convention n°187 est mixte et relève donc aussi de la compétence des Communautés. A l’heure actuelle, la ratification par la Belgique de la Convention n°187 nécessite encore l’assentiment de la COCOF.   **Région Bruxelles-Capitale :**  [Hub. Brussels](http://hub.brussels/) analysera les manières de matérialiser cette action. |  |
| 27 | Sensibiliser les entreprises belges à la problématique de la corruption et renforcement des engagements belges sur cette thématique | I | PO 3 | 16 | SPF Affaires étrangères et SPFs concernés | **SPF Economie :**  Le PCN, en partenariat avec d’autres acteurs privés, a organisé une conférence avec la publication d’une brochure [Guide anticorruption pour les entreprises belges à l'étranger](https://economie.fgov.be/fr/publications/guide-anticorruption-pour-les) en décembre 2016. Cet événement a été réitéré en décembre 2017 avec la parution d’une nouvelle brochure ciblant les PME, [Une PME de confiance rejette la corruption : pourquoi, comment](https://economie.fgov.be/fr/publications/une-pme-de-confiance-rejette)?. | **SPF Affaires Etrangères :**  Mission économique au Mexique 2019  \* Utilisation des postes diplomatiques belges pour sensibiliser les entreprises belges au problème de la corruption d'agents gouvernementaux dans les transactions commerciales internationales. Dans le cadre de cet exercice, notamment, le guide anti-corruption destiné aux entreprises belges à l’étranger a été distribué via le réseau des postes diplomatiques.  \* Organisation de l’événement Responsibe Business Conduct sur le thème de la "corruption" lors de la mission économique belge au Mexique, prévue pour février 2019  \* Organisation d’un débat avec la société civile dans le cadre du second cycle d’examen de la Convention des Nations Unies contre la corruption (débat organisé en mai 2018 au SPF Affaires Etrangères ). BE a ratifié le Transparency Pledge de la UNCAC Coalition et s’engage au travers de cette adhésion à une transparence du suivi et des résultats du second cycle d’examen de l’UNCAC ( publication du calendrier évaluation, débat avec la société civile, publication du rapport…)  \* Sur base du MoU conclu entre le SPF Affaires Etrangères et le SPF Justice en octobre 2015, le SPF Affaires Etrangères a transmis au SPF Justice des cas présumés de corruption internationale relatés par nos Postes diplomatiques à l’étranger impliquant des entités belges à l’étranger. Ce canal de diffusion des informations a permis l’ouverture d’enquêtes en cours près le Parquet Fédéral de Belgique.  \* BE a soutenu l’ONUDC dans des projets liés à la lutte contre la corruption par :   * Une contribution volontaire de 2.000.000 USD pour « *Global Programme for Combating Wildlife and Forest Crime and corruption in Arica »* * Une contribution volontaire de 2.000.000 USD pour le “Trust Fund for Victims of Human trafficking, especially women and children” * Une contribution de 150.000 euros  pour le projet “ Strengthening the rule of law and fight against corruption in the Sahel region” * Une contribution de 100.000 euros pour le projet” support of the implementation of the Stolen Asset Recovery Initiative” |
| 28 | Exécution du Plan d'action flamand "Entrepreneuriat international durable 2014-2015-2016"(« Duurzaam Internationaal Ondernemen2014-2015-2016 ») | I & II | OP 3C, 3D, 8 & 18 | 5  12  12  17 | Région Flamande | Information non communiquée |  |
| 29 | Faciliter la circulation des connaissances dans le domaine des Droits de l’Homme et de la RSE | I & II | PO 3 & 17 | 8-  16 | Région Wallonne | Information non communiquée |  |
| 30 | Exploiter l’existant au niveau européen | I | 3 | 8 -16 | Région Wallonne | Information non communiquée |  |
| 31 | Mettre en avant les pratiques exemplaires des entreprises | I | 3 | 8 -16 | Région Wallonne | Information non communiquée |  |
| 32 | Former les entreprises dans le domaine du respect des Droits de l’Homme | I & II | PO 3  & 18 | 8-16 | Région Wallonne | Information non communiquée |  |
| 33 | Importation, exportation et transit d'armes, de munitions, de matériel militaire et de maintien de l'ordre et de biens à double usage | I | PO  3A, 3C,  7, 10B  & 10C | 12-17 | Région Flamande | Information non communiquée | **Région Flamande :**  \* Optimisation du décret sur le commerce des armes et du décret sur le commerce des armes: cette action est terminée. Toutes les propositions mentionnées ont été mises en œuvre.  \* Assistance aux entreprises flamandes dans le développement ou l'amélioration de leurs programmes de contrôle interne afin de garantir le respect des procédures de contrôle des exportations: le gouvernement flamand a pris diverses initiatives, notamment un manuel et une page web renouvelée à ce sujet (https://www.fdfa.be/nl/internal) programme de conformité).  \* Promotion du traité des Nations unies sur le commerce des armes: le gouvernement flamand a récemment versé une contribution de 20 000 euros au fonds fiduciaire volontaire du traité. Cela sert à aider les États parties qui ont besoin d'assistance pour appliquer la Convention. |

UN GP’s B&HR: United Nations Guiding Principles on Business and Human Rights

PO: Principe Opérationnel

RW : Région Wallonne

RF : Région Flamande

RB : Région Bruxelloise

CIDD : Commission Interdépartementale pour le DD

RSE : Responsabilité Sociétale des Organisations

PCN : [Point de Contact National en Belgique de l’OCDE](https://economie.fgov.be/fr/themes/entreprises/developper-et-gerer-une/responsabilite-societale-de/principes-directeurs-ocde-pour/point-de-contact-national-en) auprès du SPF Economie